

### *Pouvoir d'emprunt*

Durant la campagne électorale, lorsque nous avons un quasi accès aux livres, nous partageons l'expectative que le déficit baisserait lorsque les taux d'intérêt commenceraient à se détendre. Mais nous ne nous attendions pas à découvrir qu'en ne faisant même rien ce déficit aurait effectivement augmenté l'an prochain et serait même demeuré au-delà du niveau de cette année, et ce durant le reste de la décennie. Tout cela même si les taux d'intérêt fléchissaient à des niveaux plus normaux et acceptables et si la croissance économique redevenait modérément vigoureuse. Il en est ainsi en raison du phénomène élémentaire de l'intérêt composé.

Le service de la dette augmente d'environ 4 milliards de dollars chaque année du seul fait de l'accroissement inhérent annuel de la dette publique. Nous en sommes rendus au point où 25 milliards de dollars du déficit de 35 milliards de dollars serviront uniquement à payer l'intérêt sur la dette au cours du prochain exercice financier, alors même que cette dette continuera de croître.

● (1630)

Mais le plus effarant est bien que dans ces conditions la dette publique progresse plus vite que l'économie. Nous avons entrepris de maîtriser le déficit de façon prudente et éclairée. Les compressions de dépenses et les autres mesures que nous avons annoncées dans l'exposé économique permettront de retenir le déficit, du moins momentanément, à des niveaux acceptables ou tout au moins tolérables de 34.9 milliards, soit légèrement au-dessus du niveau de cette année, mais considérablement moins élevés que les déficits projetés de 37 milliards dont nous avons si malencontreusement hérités.

Ce n'est qu'une toute première étape. Nous nous sommes donné comme objectif de réduire les dépenses de l'État de 10 à 15 milliards de dollars d'ici 1990. Cet objectif est, selon nous, réaliste, responsable et inéluctable. Nos coupures des dépenses et le remaniement de nos priorités en matière de dépenses ne pourront engendrer de nouveaux emplois pour tous les Canadiens. Le rétablissement de la confiance des consommateurs, des entreprises et des promoteurs que suscitera le retour à une gestion responsable de l'économie de l'État ira de façon très positive dans le sens d'une croissance certaine de notre économie.

Évidemment, nous aurions pu nous attaquer au problème de l'endettement d'une façon différente. L'une des options faciles aurait été de souscrire à la solution de statu quo du gouvernement précédent. Mais, comme l'indiquent les plus récentes projections économiques, nous n'aurions pas tardé à nous retrouver dans une situation d'endettement épouvantable et à connaître toutes les malédictions qui l'accompagnent. D'ici 1990, la dette publique aura atteint 410 milliards, soit l'équivalent d'une dette nominale de \$54,000 par famille canadienne. Nous n'avons pas eu, pour des raisons évidentes, vous le comprendrez bien, monsieur le Président, de grandes difficultés à écarter rapidement cette option.

Une autre solution tout aussi simpliste aurait consisté à essayer de recourir à des mesures de stimulation. Pourtant, seule une injection massive de fonds dans l'économie aurait pu avoir quelque effet initial sur la croissance ou sur l'emploi immédiat. Le déficit pour cette année dépassant déjà de \$5 milliards les prévisions budgétaires de février dernier, une stimulation intentionnelle et massive de l'économie nous aurait laissés dans une situation plutôt précaire. Notre Canada se

serait enfoncé plus profondément dans un cercle vicieux et infernal d'endettement et les perspectives de croissance et d'emplois à long terme auraient été sérieusement érodées. La perte de confiance des consommateurs et des investisseurs aurait alors coûté des emplois stables au cours des années à venir.

L'autre option, toute aussi facile, consistait à sabrer sans discernement et brutalement dans le déficit de façon spectaculaire et impitoyable dès le début. Mais cette solution draconienne aurait miné la confiance et menacé la cohésion sociale. Les coûts d'adaptation à un revirement si soudain de l'économie auraient été élevés, et notre habileté collective à redresser nos problèmes structurels aurait été sapée.

Il y a un consensus national croissant à l'effet qu'il faille faire face aux problèmes du déficit et de l'endettement. Même le leader et la critique financier de l'opposition ont réclamé une réduction du déficit. Ils souscrivent d'emblée à notre objectif fondamental. La situation financière dans laquelle le gouvernement précédent nous a si tristement laissés est à l'image du marasme économique incomparable dont nous avons hérité.

Le passif économique dont nous avons hérité se caractérise donc par un chômage élevé, des investissements insuffisants, une confiance anéantie et des préoccupations individuelles injustifiées. Entre le milieu de 1981 et la fin de 1982, nous avons souffert de la pire récession enregistrée depuis la Seconde Guerre mondiale. La reprise amorcée en 1983 a été plutôt modeste par rapport aux autres reprises de l'après-guerre, et nettement moins vigoureuse qu'aux États-Unis.

Après deux ans de reprise ou presque, la confiance des entreprises et des consommateurs reste encore quelque peu vacillante. Les ménages rendus prudents par des perspectives d'emploi incertaines et une faible croissance du revenu réel continuent pourtant d'épargner à un taux élevé. Les entreprises face à une capacité excédentaire, à des inventaires importants et à des taux d'intérêt élevés, à des perspectives incertaines, quoi, hésitent à investir et à embaucher. L'investissement est inférieur de plus de 20 p. 100 du niveau qu'il avait été avant la récession tandis que l'emploi est à peine revenu au chiffre antérieur à la récente récession. Nous pouvons, certes, améliorer nos perspectives économiques, mais uniquement si nous adoptons une attitude réaliste et responsable face à ce défi de taille. Cela signifie qu'il nous faudra affronter le déficit et l'endettement.

Une augmentation constante du rapport entre la dette et le revenu menace la croissance de trois façons: d'abord elle pousse les taux d'intérêt à la hausse en alimentant les attentes inflationnistes futures et la concurrence pour l'épargne privée; ensuite, elle restreint la capacité du gouvernement de répondre aux besoins économiques et sociaux prioritaires: enfin, elle symbolise une situation de mauvaise gestion économique qui mine la confiance et compromet les investissements privés seuls créateurs d'emplois dont le Canada a besoin. Pour promouvoir la croissance et l'emploi, il faut donc que les taux d'intérêt soient aussi faibles que possible. Il faut rétablir la confiance. Voilà pourquoi nous devons agir pour limiter ce déficit. Nous devons assurer aux épargnants et aux investisseurs, ici au Canada, et de l'étranger, que les progrès impressionnants que nous avons réalisés sur le plan de l'inflation seront consolidés et maintenus et que notre gouvernement fédéral n'imposera